

L'heure est à l'initiative et à la créativité

MATTHIAS AEBISCHER

Grâce à l'augmentation des fonds fédéraux dans le message FRI, la Suisse serait en mesure d'agir contre les conséquences de la pandémie au moyen de la formation continue. Cela exige toutefois des programmes correspondants à l'échelle cantonale également.

Lorsque les travaux préparatoires au message pour la promotion de la formation, de la recherche et de l'innovation (message FRI) ont commencé, en 2018, personne ne se doutait encore des événements dramatiques qui allaient frapper le monde. Et aux débuts de la pandémie encore, nous pensions avec optimisme que nous aurions surmonté le pire quelques mois plus tard. Après plus d'une année en situation d'exception, nous savons à présent, d'une part que la pandémie ne passe pas tout simplement comme une grippe hivernale, et d'autre part que ses conséquences à long terme seront considérables, tant pour le pays que pour chacun de ses citoyens et citoyennes.

Toutefois, le Covid-19 a également, à certains égards, accéléré des tendances qui se dessinaient déjà – telles que la numérisation. Et avec la pandémie, ce que beaucoup pressentaient déjà est devenu une certitude: il faut s'attendre à tout moment à des changements disruptifs. L'imprévisible joue un rôle croissant dans notre modèle de vie et d'économie. Cela signifie que la société dans son ensemble, comme chacun et chacune d'entre nous, doit faire preuve de sa capacité d'adaptation. Ou pour formuler les choses de façon positive: l'aptitude au changement et l'ouverture à la nouveauté doivent être vécues. Heureusement, l'homme est un être qui apprend vite. Nous devons toutefois disposer des conditions qui nous permettent d'apprendre. L'agencement et l'accessibilité de la formation continue deviennent ainsi des facteurs essentiels pour le succès à tous les niveaux de notre société.

Les conditions pour un accès ouvert à la formation continue, également pour les personnes qui en auraient besoin mais en sont largement restées à l'écart par le passé, sont sans doute meilleures que jamais. Mais cela est également lié à la valorisation de la formation continue dans le message FRI. Par le passé, la formation continue a joué, tout au moins dans la politique nationale, un rôle plutôt subordonné. Cette situation a changé au cours des dernières années et cela ne s'est pas fait fortuitement. À Berne également, on a reconnu les signes du temps. Ce n'est pas par hasard que le message FRI actuel a pour devise: «La Suisse maintient son excellence dans les domaines de la formation, de la recherche et de l'innovation et saisit les chances qu'offre le numérique.» La numérisation notamment, et la transformation de notre économie qui l'accompagne, ont provoqué et continuent de générer un besoin massif de formation continue.

Plus d'argent pour les cantons

Mais ce sont également les organisations de la formation continue, et la FSEA en tant qu'organisation faîtière, qui se sont investies pour sensibiliser les responsables politiques de la formation à l'importance de la formation continue. Leur travail a porté ses fruits – et l'on peut dire que ce n'est pas trop tôt. Pour les quatre années à venir, ce sont 73 millions de francs de plus que pour les quatre années précédentes qui sont mis à la disposition de la formation continue comme fonds de soutien. Pour

FSEA (Éd.): Éducation Permanente 2021-1, Revue suisse pour la formation continue, www.ep-web.ch/f



la réalisation de leur mandat de promotion des compétences de base des adultes, les cantons peuvent notamment demander environ trois fois plus d'argent à la Confédération – au lieu de 15 millions de francs précédemment, ce sont à présent 43 millions qui sont mis à disposition.

Mais c'est précisément là que se situe le grand défi. Car cet argent ne sert à rien si l'on n'y a pas recours. Les cantons doivent d'urgence développer des mesures d'appui et des projets. Non pas pour dilapider de l'argent, mais pour s'attaquer à un problème grave de notre société. On ne peut tout simplement pas négliger les quelque 800 000 personnes en Suisse qui ont des difficultés de lecture et d'écriture et qui sont également confrontées à des handicaps de plus en plus lourds dans un monde numérisé.

Fonds pour la formation continue à orientation professionnelle

On sait que les plus faibles sont les premiers et les plus gravement frappés par les répercussions d'une crise. C'est pourquoi la promotion des compétences de base est une tâche d'autant plus importante dans cette période. Mais elle n'est pas la seule. À l'occasion de la Conférence sur la politique de la formation de la FSEA en 2019, le ministre de la formation Guy Parmelin a affirmé que la Suisse était championne européenne en matière de formation continue. Mais si l'on regarde les chiffres de plus près, on obtient un tableau différent. Avant la pandémie déjà, 40 % de la population active avec certification professionnelle ne poursuivaient pas leur formation au cours d'une année. Cela représente un total de plus de 1,1 million de personnes. Pour ce groupe comme pour tous les autres, le fait est que sans formation continue, il court le danger de rester à la traîne des mutations extrêmement rapides du marché du travail. Le risque du chômage augmente. Et ce serait finalement à l'aide sociale d'en supporter les coûts.

Dans la récession à prévoir, les entreprises vont probablement réduire leurs budgets de formation continue. Les particuliers également limiteront leurs dépenses pour leur formation continue. La diminution prévisible des mesures de formation continue aura pour conséquence une nette augmentation du groupe de personnes qui renoncent ou doivent renoncer totalement à la formation continue. La Confédération ne doit pas manquer de contrer cette tendance. Avec les 60 millions de francs explicitement attribués à la formation continue professionnelle dans le cadre du message FRI, elle a en main les ressources correspondantes.

Et ce ne sont pas les idées d'initiatives d'encouragement qui manquent. Un exemple d'encouragement ciblé au niveau des PME et dans le domaine de la numérisation est l'initiative mise en œuvre actuellement par la FSEA avec l'Aide suisse à la montagne. Ce sont de tels modèles de promotion qu'il faut pour toutes les PME dans la crise du Covid-19. Une autre approche est proposée par le programme déjà en cours «Simplement mieux» de la Confédération, qui vise la promotion

des compétences de base. Ouvrir ce programme pour au moins deux ans à d'autres domaines au-delà des compétences de base, par exemple à la promotion des compétences numériques, serait également une démarche prometteuse.

Le secteur a besoin de soutien

En tout cas, la Confédération et plus précisément le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation sont appelés à agir. Il faut de la créativité et aussi un peu de courage pour prendre dans une situation exceptionnelle des mesures hors du commun. Mais toutes les mesures resteront lettre morte si ceux qui assurent la formation continue ne répondent pas eux aussi à l'appel. Le secteur de la formation continue, soumis d'un jour à l'autre à l'interdiction de l'enseignement en présentiel, a certes tenté avec une étonnante rapidité et beaucoup d'initiative de créer des alternatives numériques. Mais d'une part, toute forme de formation continue ne peut pas être réalisée par le biais d'un outil de conférence numérique. Et d'autre part, le recours aux instruments numériques implique également pour le secteur la nécessité de se pencher sur de nouveaux aspects, d'acquérir des connaissances et des expériences pratiques. Étant donné les budgets déjà serrés, cela est loin d'être aisé à l'heure actuelle, pendant la crise du Covid-19.

La formation continue saura, j'en suis convaincu, faire la preuve de sa valeur dans la crise. Et il faut espérer que cela sera pris en compte à son crédit lorsqu'il s'agira à nouveau de répartir les fonds de la Confédération attribués à la formation pour la période 2025-2028. Nous lutterons pour qu'il en soit ainsi.

MATTHIAS AEBISCHER, président de la FSEA et conseiller national du PS